

Après la loi Rau, la loi Bausch?

Comment promouvoir l'économie alternative, alors que la fameuse loi Rau est en train d'être abolie? Le député vert François Bausch propose d'ouvrir un nouveau créneau bancaire par la promotion fiscale de l'investissement éthique.

(ergué) - Ce n'est pas vraiment nouveau, Fränz Bausch l'a avoué volontiers lors de sa conférence de presse de lundi. L'investissement dit "éthique" trouverait ses débuts dans les années 20 des Etats-Unis et a connu une renaissance dans les années 60 et 70, parallèlement à l'éclosion des nouveaux mouvements sociaux. Tandis qu'en Amérique, l'investissement dans les énergies alternatives, les projets sociaux ou encore le commerce équitable avec les pays du sud s'est imposé depuis en tant qu'activité spécifique du marché bancaire, loin s'en faut en Europe, où l'on ne connaît pas encore les chiffres d'affaires en pleine progression de ce secteur. Et même si en Allemagne ou aux Pays-Bas, les fonds éthiques gagnent en importance, il n'y a jusqu'ici, selon le député, aucun pays de l'Union qui favoriserait l'investissement éthique par le biais d'exonérations fiscales.

Et c'est cette lacune que pourrait remplir le Luxembourg. Car de tels investissement on plus d'intérêt, dit Fränz Bausch, "que d'avoir la conscience tranquille".

le". Ils sont également rentables, ce qu'ont d'ailleurs déjà remarqué l'une ou l'autre banque au Grand-Duché, comme la Dexia ou la BGL. Mais ce qui manque, c'est la volonté du gouvernement de créer un instrument fiscal pour développer ce créneau, comme jadis avec les certificats audiovisuels ou aujourd'hui les fonds de pension.

Créneau à exploiter

La proposition de loi Bausch ne fait d'ailleurs, dans l'essentiel, que reprendre la loi Rau existante, en la réformant cependant sur deux points importants: d'un côté, la préférence nationale qui y était inhérente et qui discordait avec les dispositions de l'UE a été ôtée (ce qui lui donnera un impact au-delà des frontières luxembourgeoises), de l'autre une nouvelle limitation, thématique cette fois, est créée. Les placements qui "se préoccupent des effets qu'ils génèrent dans les domaines de l'écologie, du bien-être social et des relations nord-sud dans une perspective du développement

durable" et qui sont faits au compte d'organismes spécialement agréés, pourront être qualifiés d'investissements mobiliers déductibles du revenu imposable jusqu'à un certain plafond.

Mais qu'est-ce qui fait qu'on puisse qualifier un investissement d' "éthique"? C'est un règlement grand-ducal qui doit donner des critères plus précis des entreprises qui pourront devenir éligibles - pas évident de cerner les limites du secteur. Mais le député vert est confiant: on se référera à des textes existant déjà dans d'autres pays.

La proposition de loi tombe à pic. Non seulement, le gouvernement vient de proposer un paquet de réformes fiscales - dans lequel l'aspect écologique n'est pas évoqué - mais en plus, ce paquet contient la première phase de l'abolition de la loi Rau, découverte ces dernières années par le secteur de l'économie alternative au Luxembourg (voir woxw n° 612). Avec la disparition de cet instrument, et sans solution de rechange, le développement de ce secteur deviendrait autrement plus difficile. La présentation de la proposition de loi Bausch qui devra se faire dans les prochaines semaines à la Chambre, sera l'heure de vérité durant laquelle les partis de la majorité devront exprimer s'ils partagent ce souci et s'ils sont disposés à doter la place bancaire d'un instrument financier "éthique".

RESTAURATION COLLECTIVE

Une gamelle de "durable"

**Les cantines doivent servir
des aliments de qualité.
Tout le monde est d'accord
... tant qu'on n'a pas défini
ce qu'on entend par qualité.
Après les Verts, le PCS s'y
est essayé.**

(RK) - En juillet 2000, le député vert Robert Garcia avait présenté une proposition de loi relative à la restauration scolaire, demandant qu'au-delà des critères d'hygiène, il soit tenu compte des méthodes de production et des risques pour la santé. Plus d'un an après, mercredi prochain, la Chambre tiendra un débat d'orientation sur ce sujet.

C'est dans ce contexte que le PCS a présenté jeudi matin sa propre proposition de loi pour "assurer la qualité de l'alimentation dans la restauration collective ou publique". L'exposé des motifs constate: "L'évolution des modes de vie et de travail amène de plus en plus de personnes à prendre leur repas en dehors de leur foyer familial." Plutôt que de le regretter, le parti propose

de répondre au mieux aux nouveaux besoins. Le texte couvre l'ensemble de la restauration collective publique, en plus des cantines scolaires : cela comprend les repas sur roues et les hôpitaux.

La définition de la qualité des aliments ne se limite pas aux critères sanitaires et nutritionnels: "... il est proposé d'utiliser des produits issus de filières de production, de trans-

formation et de commercialisation qui tendent vers un degré élevé de développement durable." Les détails seront fixés par règlement grand-ducal. "Nous n'avons pas été trop précis afin d'éviter le reproche du protectionnisme. Il est évident que l'exigence de minimiser le transport et l'emballage favorise les PME locales, qu'elles soient du Luxembourg ou des alentours", explique le député PCS Marco Schank. Est-ce que tous les aliments devront avoir un label biologique? "Non", répond le député, "mais il faudra veiller à mettre la barre assez haute." Quant au surcoût, des projets-pilote comme celui du "Naturpark Uewersauer" montreraient que celui-ci reste raisonnable.

La proposition de loi prévoit la création d'une cellule administrative auprès du ministère de l'agriculture. "C'est logique, ce ministère est déjà compétent pour la plus grande partie de la filière agro-alimentaire. Mais la cellule devra fonctionner dans une logique interministérielle", dit Marco Schank. D'après lui, le projet a le soutien des ministres PCS concerné-e-s.

Voisins de table

Il semblerait que l'autre moitié de la coalition gouvernementale, le DP, soit moins enthousiaste. Interrogé par le woxx, Dan Theisen, secrétaire parlementaire du DP, assure: "Tout le monde est d'accord sur

l'objectif d'une alimentation de qualité." Sans vouloir entrer dans les détails de la proposition, il indique: "Transférer vers le ministère de l'agriculture les compétences pour les cantines scolaires et pour la qualité sanitaire n'est pas si simple."

Les Verts, au contraire, sont favorables à la proposition. Robert Garcia rappelle que le gouvernement avait prévu de privatiser la restauration scolaire. "Actuellement les cantines ont du personnel qualifié sur place et font appel à une cinquantaine de fournisseurs locaux. Le risque est que l'ensemble du secteur soit repris par les quelques grands fournisseurs de services de restauration."

RTL a diffusé mercredi soir un reportage flatteur sur les activités des trois grandes sociétés de restauration collective, toutes filiales d'entreprises internationales. La tendance à la privatisation des cantines a été présentée comme inéluctable. Face à cette concurrence internationale assurant un niveau élevé de qualité, les perspectives pour les PME opérant dans le secteur seraient sombres.

C'est justement sur ces PME que misent les adeptes d'un autre type de qualité - celui défini dans la proposition de loi PCS. Ils espèrent faire triompher la logique du développement durable à l'intérieur de la logique du marché - bien que cette dernière, par nature, favorise les méthodes de travail de type industriel. La proposition a-t-elle une chance? Sera-t-elle bloquée par le DP? Pourrait-elle rassembler une autre majorité autour de ses objectifs? "Le dernier mot n'est pas dit", commente Marco Schank sur un ton optimiste.

Etat de la population mondiale

Le "Fonds des Nations Unies pour la Population" (FNUAP) a présenté mercredi son rapport 2001, intitulé: "Empreintes et jalons: population et changement environnemental". On peut y lire que la population mondiale est actuellement de 6,1 milliards, ce qui représente le double par rapport à 1960, et qu'elle augmentera probablement pour atteindre 9,3 milliards jusqu'en 2050. L'eau potable deviendra de plus en plus rare. En l'an 2000, 508 millions de personnes vivaient dans 31 pays "en situation de stress ou de pénurie hydrique". En 2025 elles seront trois milliards dans 48 pays et en 2050 4,2 milliards (plus de 45 pour cent de la population mondiale) "vivront dans des pays qui ne pourront fournir les 50 litres d'eau par personne nécessaires chaque jour pour satisfaire aux besoins élémentaires". Le FNUAP veut mettre l'accent sur les actions en faveur des femmes. "Eduquer les femmes et les mettre en mesure de n'avoir que le nombre d'enfants qu'elles souhaitent aurait pour résultat de diminuer la taille des familles et de ralentir la croissance démographique." Aussi, les femmes, qui sont souvent responsables de gérer les ressources essentielles du ménage, devraient avoir plus de contrôle sur celles-ci. www.unfpa.org

Rainbow Warrior à Doha

Greenpeace a déclaré ne pas avoir d'objection de principe contre une organisation intergouvernementale efficace qui viserait à régler le commerce international. Mais voilà, depuis la création de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), ce sont surtout les multinationales et les pays dont elles sont originaires qui en ont le contrôle. A nouveau, les pays dits "en voie de développement" s'inquiètent du fait que le projet de Déclaration ministérielle qui sera discuté à Doha, capitale du Qatar, du 9 au 13 novembre ne représente pas leurs vues, ni leurs intérêts. Greenpeace a maintenant envoyé le Rainbow Warrior à Doha. "D'aucuns pensent que l'OMC, après l'expérience de Seattle, a voulu fuir les protestataires en se réunissant à Doha. Ils ont voulu se cacher, mais ils se feront rattraper! Dans un pays sous siège, à quelques centaines de kilomètres d'une guerre abominable, le Rainbow Warrior sera le relais d'une société civile mondiale qui ne cesse de s'immiscer dans les affaires des multinationales et de leurs aides de camps." L'éditorial en question ainsi qu'un dossier "Un commerce sûr pour le 21e siècle - Edition de Doha" sont disponibles à l'adresse internet suivante: <http://webplaza.pt.lu/public/greenpea/misc/doha.htm>

Reichspogrom-Nacht im "Schréibs"

Vor 62 Jahren, am 9. November 1938, fand in ganz Deutschland und auch in Österreich die "Reichskristallnacht" statt. Nationalsozialisten und ein großer Anteil der Bevölkerung zogen durch die Straßen und machten Jagd auf Juden und Jüdinnen. Um ein Zeichen gegen Fremdenhass und Rassismus zu setzen, organisierte der Infoladen "Schréibs" (Gelände der Kulturfabrik in Esch/Alzette) deshalb am Freitag, 9. November, um 19 Uhr die Vorführung des Filmes "Die Feuerprobe", der die schrecklichen Ereignisse der Reichspogrom-Nacht zum Thema hat.

Stämm & Politik

La politique est le sujet dont traite le 17e numéro de la "Stëmm vun der Stroos", réalisé par des personnes qui vivent dans l'exclusion sociale. Que ceux/celles-ci n'en pensent pas beaucoup de bien est évident dès la lecture des titres d'articles: "Wer einmal lügt dem glaubt man nicht", "Politik: vill geschwaat a näischt gesoot", ou encore "Eis Demokratie: si do uewwen, mir do ënnen". Citons une interview avec Renée Wagener. Demandée d'emblée si les Verts ont réussi à légaliser le cannabis, la députée répond, sans doute un peu trop spontanément: "Leider nët. Mir sin jo am Fong geholl just eng Oppositounspartei." Pour vous procurer le dernier numéro de la "Stëmm vun der Stroos", appelez le 49 02 60. Vous pouvez également vous abonner à ce bimestriel en versant la somme de 600 LUF sur le compte 2100/0888-3 de la BCEE.

